

Sous la direction de Paul Melun

SOUVERAINS DEMAIN !

Manifeste pour une France indépendante,
écologique et innovante

EDITIONS
MARIE B

SOMMAIRE

PRÉFACE <i>par Paul Melun, président de Souverains demain!</i>	7
INTRODUCTION : Pour un souverainisme éclairé et écologique.....	11
POUR UNE FRANCE SOUVERAINE	17
A. Retrouver notre souveraineté industrielle.....	17
B. Construire notre souveraineté numérique.....	26
POUR UNE FRANCE DYNAMIQUE DANS UNE EUROPE PROTECTRICE	34
A. Donner à la France les moyens d'innover	34
B. Restaurer notre souveraineté financière pour préparer l'avenir	39
POUR UNE FRANCE RÉSILIENTE ET RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ...	54
A. S'engager définitivement vers la neutralité carbone et stopper l'extinction du vivant	54
B. Replacer l'agriculture au cœur de la société	65
C. Intégrer les territoires oubliés de la République	73
POUR UNE FRANCE SÛRE ET LIBRE	82
A. Protéger les Français et leur police	82
B. Pour une justice souveraine.....	94
POUR UNE FRANCE UNIE ET « PLÉBISCITE DE TOUS LES JOURS »	102
A. Refonder l'éducation pour former des hommes libres	102
B. Protéger la culture française	111
C. Maîtriser nos frontières et contrôler l'immigration pour sauver l'intégration.....	118
D. Défendre une laïcité sans concession	130
POUR UNE FRANCE SOLIDAIRE	136
A. Faire vivre une France en bonne santé.....	136
B. Consacrer le sport comme principe d'équilibre.....	142
C. Éradiquer la pauvreté	149
POUR UNE FRANCE DÉMOCRATIQUE ET ÉGALITAIRE	155
A. Partager la richesse et mettre la finance au service de l'économie...155	
B. Renouer avec la V ^e République, renouer avec le peuple.....	165
POUR UN ÉTAT EFFICACE ET PROCHE DES CITOYENS	171
A. Rapprocher l'État du peuple	171
B. Construire un État innovant au service de l'intérêt général	186
POUR UNE FRANCE RAYONNANTE DANS UN MONDE INSTABLE	198
A. Bâtir une diplomatie audacieuse face aux crises et au défi écologique	198
B. Édifier une armée ambitieuse face aux ennemis de la France ...	222
BIOGRAPHIES	237

PRÉFACE

Par Paul Melun, essayiste, président de Souverains demain !

La France contemporaine est une victime. Comme monsieur Ratchett, dans *Le crime de l'Orient Express*, son corps a été poignardé par plusieurs assassins. Tel ce riche Américain, tué dans la pénombre du train en route, chaque meurtrier y est allé de son coup de couteau. Le crime contre la France a duré près d'un demi-siècle. Cinquante années au cours desquelles les coupables et leurs complices ont froidement détruit chacun de ses organes vitaux. Ils ont commencé par son industrie et ses paysages, puis ont brisé sa culture, et enfin, ont ouvert les portes du pays, le plongeant dans la violence. Par leurs forfaits, ils ont mis la France à genoux.

Au fil des siècles, la France a connu bien des assauts. Les belligérants, souvent prompts à la brutaliser, avaient pour habitude de se retirer dès lors que le combat s'achevait, moyennant possessions terrestres ou rançons financières. Dans son histoire, la France a connu l'humiliation de la défaite, l'ivresse de la victoire et le dépit de l'accord que l'on regrette. Mais jamais notre pays n'avait connu le délitement profond et tranquille qu'il subit aujourd'hui.

Depuis cinquante ans, les élites françaises ont opéré un choix fondamental, déterminant même ; regarder ailleurs pour construire ici. Cette méthode a été professée dans les grandes écoles, les entreprises et les administrations. Elle se borne à calquer les orientations politiques, sociales et économiques de la France sur des modèles internationaux, par essence meilleurs. En toutes choses, cette idéologie hégémonique prescrit à la France des solutions qui viennent

d'ailleurs. C'est ainsi que les élites françaises ont envoyé leurs enfants à l'étranger, leurs salariés aux États-Unis et leurs usines dans le tiers-monde. Dans leur esprit, la prospérité viendrait toujours de l'étranger. Dans les cénacles mondialistes, à Paris comme à San Francisco, on se rit de la France ; on tourne en dérision ses films populaires, ses vacances au camping et son terroir, cela « fait bien » dans les dîners en ville.

Logique que les mêmes aient délocalisé nos usines, transféré le pouvoir politique à Bruxelles et ouvert les portes de la France à l'immigration de masse. Que leur importe ce peuple français qui subit le chômage, l'insécurité ou la misère sociale. S'il se révolte ? Ils déploieront les canons à eau, le traiteront d'antisémite et de fasciste, les braves gens n'y verront que du feu.

D'année en année, leur cynisme et leurs trahisons ont défait la France. Méthodiquement, l'élite mondialisée a banni tous ceux qui ont invoqué la nation, la culture française ou les traditions. De la gauche, qui a préféré Jacques Attali à Jean-Pierre Chevènement, à la droite, qui a choisi Alain Juppé plutôt que Philippe Seguin, les partis de la V^e République ont abandonné l'idée de nation. Pire, ils l'ont criminalisée, faisant passer la défense de la souveraineté nationale comme un extrémisme dangereux qu'il faudrait combattre. Il est temps de rompre avec ce cycle infernal.

Si le concept est ancien, De Gaulle et Bonaparte étaient probablement eux-mêmes souverainistes, le terme est récent. Utilisé à la fin des années 1990, il désignait le refus de l'abandon de la souveraineté des États au profit de structures supranationales. Dès sa genèse, il s'est distingué de la droite nationale, en cela

qu'il repose sur deux composantes indissociables : la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. L'un ne pouvant se départir de l'autre. Négliger la souveraineté populaire au profit de la souveraineté nationale est une impasse antisociale et une menace pour la démocratie. Négliger la souveraineté nationale au profit de la seule souveraineté populaire revient à fondre la France dans une mondialisation qui tôt ou tard étouffera l'identité française et sa démocratie.

Si le souverainisme doit se baser sur ces deux piliers fondamentaux, il doit aussi anticiper les défis à venir et trouver les clés d'un monde instable, en mutation. C'est le sens du souverainisme éclairé. Face aux nouveaux enjeux, les souverainistes doivent inventer les solutions qui, prenant en compte les intérêts nationaux et populaires, anticiperont les crises à venir.

Deux crises vont déstabiliser le pays dans les prochaines décennies. La crise civilisationnelle d'abord, qui fait courir un péril imminent à la France, à son identité et à la paix sur son sol. Le risque est particulièrement grave et sans solutions rapides et fortes, la France peut disparaître dans le chaos et la violence. La crise écologique ensuite, menace mondiale que la globalisation économique et l'explosion démographique ont engendrée. Celle-ci risque de causer une déstabilisation majeure de la France et du monde à court et moyen terme : immigration incontrôlable, pandémies, incendies, baisse des rendements agricoles...

C'est dans la réponse prioritaire à ces deux crises, mais aussi dans l'élaboration d'une réflexion de fond sur tous les sujets qui font la France, que s'inscrit le projet *Souverains demain!*.

Depuis plusieurs décennies, les Français sont écartelés entre deux forces politiques qui immobilisent le pays. La première est une technocratie froide et désincarnée, euro-béate et franco-sceptique, elle provoque les crises que nous vivons depuis cinquante ans. La seconde, structurée par Jean-Marie Le Pen puis sa fille, ne parvient pas à se hisser au pouvoir, et pour cause, elle est incapable de gouverner et les Français le savent. Ces deux forces prennent place sur la scène d'un petit théâtre d'ombres, où chacun y trouve son rôle. Le système mondialiste entretient une opposition caricaturale, qu'il stigmatise comme un mélange de Lucifer et d'Adolf Hitler, tandis que l'opposition lepeniste garde sa place de premier opposant de France, un réseau d'élus et une forte présence médiatique. Dans les faits, ce duel n'est plus qu'une alliance.

Les intérêts nationaux ne sauraient être confisqués plus longtemps au profit des jeux d'appareil politiques, la France mérite mieux que cela. *Souverains demain!* propose une alternative inédite, en puisant dans les plus précieux trésors nationaux. Savoir-faire, terroirs, intellectuels, géographie, scientifiques... la France porte en elle-même son salut. À travers vingt-deux chapitres et plus de 200 propositions, cet ouvrage collectif trace les contours d'une France audacieuse et fière de son histoire pour 2022.

Comme un cri dans la nuit, les auteurs de *Souverains demain!* refusent que leur pays ne s'éteigne. Qu'importe s'ils seront entendus, ils ne peuvent se taire sur injonction d'un débat qui n'en est plus un.

La France peut mourir, il faut agir.

INTRODUCTION

Pour un souverainisme éclairé et écologique

«Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.»

Celui qui oserait prononcer cette phrase aujourd'hui serait immédiatement vilipendé, conspué, voire catégorisé à l'extrême droite par la sphère politico-médiatique. Pourtant, ces mots ne sont pas de Charles Maurras, encore moins de Philippe Pétain. C'est l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Le grand texte que nous a légué la Révolution française.

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation.

Nous semblons l'avoir oublié. Nous avons renié l'acquis révolutionnaire, la philosophie des Lumières, les principes fondateurs de notre patrie au profit de dogmes néolibéraux et mondialistes qui ont entraîné la France dans un sombre déclin déjà bien avancé.

Être souverainiste n'a rien à voir avec l'extrême droite. Il s'agit essentiellement de redonner au peuple français sa capacité à gouverner, dans le cadre de la nation qui est, à ce jour et sauf preuve du contraire, le seul cadre dans lequel la démocratie s'exerce pleinement. Le souverainisme que défend Souverains demain! est donc avant tout un souverainisme populaire, tourné vers le peuple. Et donc démocratique, puisque la démocratie est, selon la célèbre définition d'Abraham Lincoln dans son discours de Gettysburg en 1863, «le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple».

Notre vision du souverainisme se distingue ainsi du souverainisme d'extrême droite, nationaliste, qui ne voit le salut que dans la seule nation. Nous pensons, à l'inverse, que la nation est le cadre principal dans lequel s'exprime la souveraineté du peuple. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder la complexité du fonctionnement des institutions européennes pour comprendre qu'il n'existe pas de véritable démocratie européenne. Notre souverainisme repose ainsi sur deux piliers fondamentaux : la souveraineté du peuple, pour qu'il puisse décider de son destin, et la souveraineté de la nation, pour que le peuple français conserve sa singularité dans la mondialisation.

Ce souverainisme doit nous redonner les moyens d'agir. La finalité de cet ouvrage est d'amener des propositions nouvelles dans le débat public pour mettre fin au déclin français et faire face aux crises qui nous menacent.

Agir, en premier lieu, face à la crise écologique. Il y a urgence. Il n'est pas de crise plus grave que celle qui menace

notre maison commune, voire notre existence. Or, la perte de notre souveraineté nous prive des moyens d'agir contre le réchauffement climatique. Les règles budgétaires européennes nous empêchent de réaliser les investissements publics massifs dont nous avons besoin pour mener à bien la rénovation thermique des bâtiments, développer les transports ferroviaires, protéger la biodiversité, encourager l'innovation dans les technologies sobres en carbone, etc. L'indépendance dogmatique de la Banque centrale européenne et son principe de neutralité monétaire ne permettent pas de mobiliser la politique monétaire pour financer les dépenses publiques vertes ou favoriser les entreprises respectueuses de l'environnement. Nous devons donc regagner notre souveraineté économique pour mettre fin à l'hypocrisie des dirigeants français qui appellent tous à agir pour l'écologie tout en coupant les investissements étatiques pour préserver la «soutenabilité des finances publiques».

Cette souveraineté économique doit également permettre à l'État de jouer pleinement son rôle dans les crises économiques. Comme l'a montré la pandémie, l'État est seul en mesure de contrer la dépression économique, de préserver l'emploi, de soutenir les entreprises. Il faut aller plus loin que le «quoi qu'il en coûte», qui n'en était pas vraiment un, en réindustrialisant la France. La mondialisation à laquelle nous nous sommes soumis, sous la bénédiction de la Commission européenne, a détruit des centaines de milliers d'emplois. Or, un emploi industriel génère entre quatre et dix emplois dans le secteur des services. La seule réponse face au chômage de masse n'est ni la baisse du SMIC, ni la «flexibilisation» du marché du

travail, mais la mise en place d'un protectionnisme intelligent et écologique et la création, avec des aides d'État, de géants européens industriels et numériques. La souveraineté doit donc également être industrielle.

Un autre élément fondamental de la souveraineté est la capacité à maîtriser nos frontières. Le contrôle des flux transfrontaliers, qu'ils soient commerciaux ou migratoires, est consubstantiel d'un État souverain. Le peuple souverain doit, à ce titre, pouvoir décider démocratiquement de la politique migratoire. Force est de constater qu'aujourd'hui, la question migratoire a été retirée du débat démocratique. Nous avons en effet complètement perdu le contrôle de nos frontières, à deux titres. En premier lieu, l'espace Schengen prévoit l'abolition des contrôles aux frontières, rendant impossible, de fait, la maîtrise des flux migratoires. En second lieu, la primauté du droit européen lie les mains de notre gouvernement, en frappant d'illégalité toute décision de nature à contenir l'immigration de masse. Par exemple, revenir sur le regroupement familial est aujourd'hui illégal du point de vue du droit de l'Union européenne et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Les frontières de la France ont donc disparu. Une véritable politique de souveraineté doit s'attacher à les rétablir et à rendre au peuple français sa capacité à les maîtriser souverainement.

Si la souveraineté se définit principalement vis-à-vis de l'extérieur, des institutions internationales et des autres États, il existe également un enjeu de souveraineté intérieure. De fait, alors que certains quartiers sont aux

mains des bandes de trafiquants et d'islamistes, et répondent à la loi du crime et de la charia plus qu'à celle de la République, le peuple français n'est plus souverain sur certaines portions de son propre territoire. En effet, la souveraineté républicaine consiste à être en capacité d'appliquer la loi et de préserver les droits fondamentaux sur l'ensemble du territoire. Les habitants des territoires perdus de la République sont les premières victimes de cette perte de souveraineté intérieure : ils ne peuvent, souvent, pas ouvrir un commerce, se promener sans voile ou encore vivre dans la tranquillité.

Ces quelques exemples nous enseignent que la France a perdu sa souveraineté à maints égards, que ce soit vis-à-vis de l'extérieur comme au plan intérieur. Notre projet de souveraineté est avant tout un projet de démocratie. Restaurer la souveraineté populaire et nationale aura pour première conséquence de rendre au gouvernement élu des leviers d'action et de restaurer la confiance des Français dans la politique et dans sa capacité à «changer la vie». Notre souverainisme est également, fondamentalement, écologique. Nous l'avons vu, il n'y aura pas d'écologie si le gouvernement ne dispose pas de moyens d'action puissants, notamment économiques et financiers, pour mettre en œuvre un plan massif d'investissements verts.

Regagner notre souveraineté nécessite d'affirmer clairement que la souveraineté européenne doit rester subordonnée à la souveraineté nationale et populaire, comme l'y invite d'ailleurs notre propre Constitution, en